



## Stratégie Plateforme – Club Urba EA

Patrick Amarelis - @patrickamarelis

SPM / DINSIC - 2/7/19



# LEVIERS D'ACTION DE LA DINSIC



**SUSCITE :**



**CONDUIT :**



**ACCOMPAGNE :**



**INVENTE :**



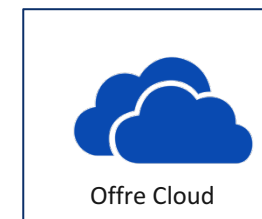
**ENCADRE :**

#accessibleatous



AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE

- INTEROPÉRABILITÉ →
- SÉCURITÉ →
- ACCESSIBILITÉ NUMÉRIQUE →
- CERFA NUMÉRIQUE →
- CHARTRE INTERNET DE L'ÉTAT →
- SOCLE LOGICIELS LIBRES →
- MAREVA 2 →
- LES 9 PRINCIPES CLÉS →
- PROGRAMME DCANT →





# AGENDA

- 1 ▪ Plateforme et Etat ?
- 2 ▪ Plateformes « intermédiaires »
- 3 ▪ Plateformes « bi-face »



# Quelques chiffres

## \* Organisation

- \* ~ 36000 municipalités, 101 départements, 16 régions et 17 ministères.
- \* 5,5 M d'agents dans les 3 fonctions publiques (état, territoriale et hospitalière)<sup>1</sup>
- \* 2,4 M d'agents de la FPE : (dont 1M pour MENESR)<sup>1</sup>

## \* Dépense publique

- \* 1 257 Md€ de dépense publique (2016)<sup>2</sup> :
  - \* administrations publiques centrales (APUC) : 423 Md€
  - \* administrations publiques locales (APUL) : 251 Md€
  - \* administrations de sécurité sociale (ASSO) : 587 Md€



## Dépense IT

- \* Dépenses IT dans le secteur public (2017)<sup>3</sup> :
  - \* Etat (hors Déf.) : 4,6 Md€
  - \* Défense : 3,1 Md€
  - \* Collectivités : 2,1 Md€
  - \* Santé / Social : 3,1 Md€
- \* Env. 45% du total des dépenses SI de l'Etat correspondent aux dépenses de personnel : (18 000<sup>4</sup> personnes (hors Def.))

Sources : (1) [https://fr.wikipedia.org/wiki/Fonction\\_publicue\\_fran%C3%A7aise](https://fr.wikipedia.org/wiki/Fonction_publicue_fran%C3%A7aise), (2) <https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/finances-publiques/grandes-caracteristiques-finances-publiques/s-informer/structure-depense-publique>, (3) Etude teknowlogy, PAC 12/18  
(4) Selon une enquête faite en 2016 par la DINSIC; hors SI SOC Défense

# Complexité Fonctionnelle

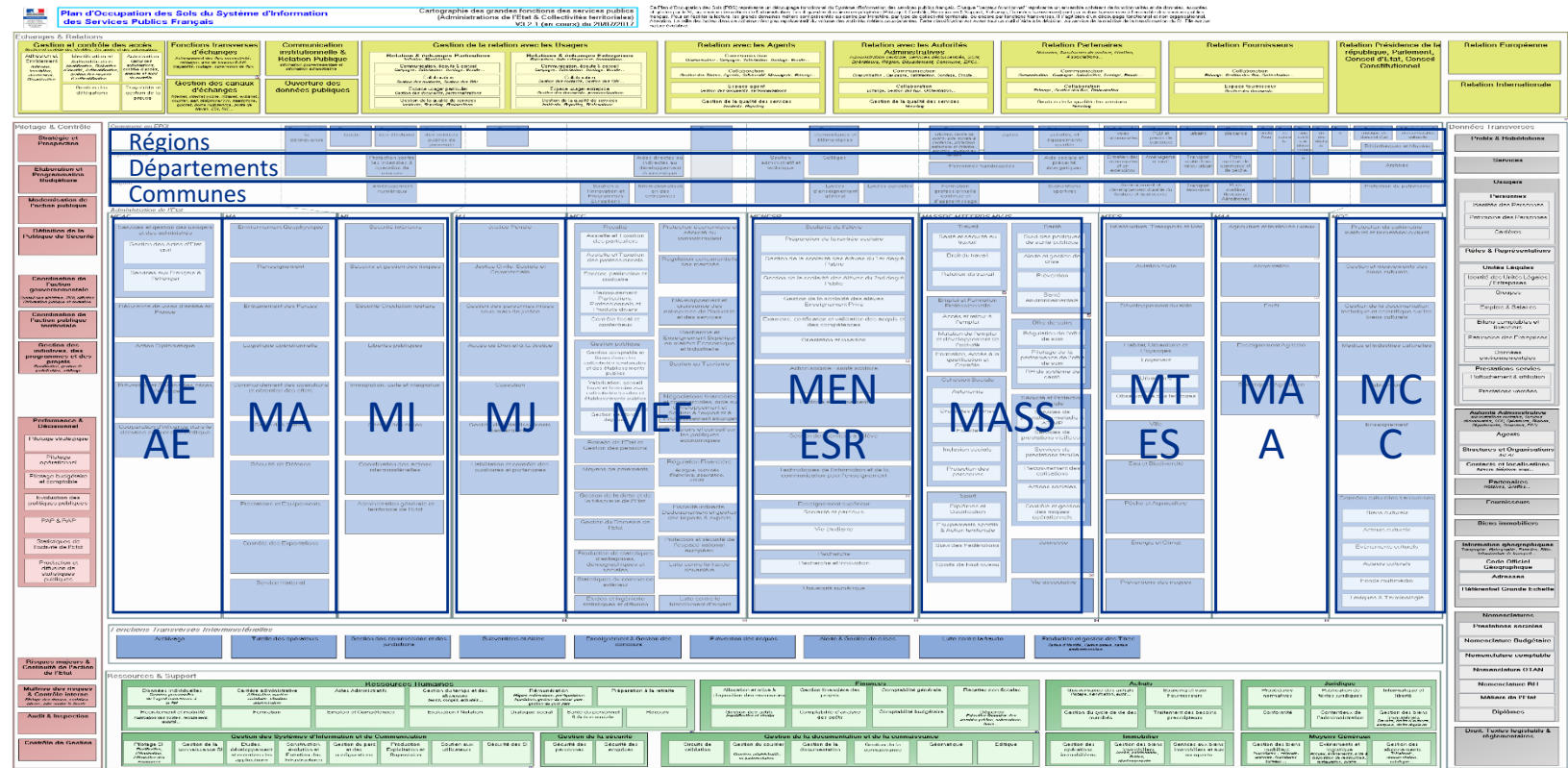


## Un Plan d'Occupation des Sols du SI<sup>2</sup>

\* De nombreux métiers

\* 282 métiers recensés dans le RIME (Répertoire Interministériel des Métiers de l'Etat)<sup>1</sup>

\* Avec un cloisonnement important des domaines fonctionnels



les organisations qui conçoivent des systèmes ... sont contraintes de produire des designs qui sont des copies de la structure de communication de leur organisation. Melvin Conway (1967)

Sources : (1) <https://www.fonction-publique.gouv.fr/biep/repertoire-interministeriel-des-metiers-de-letat>  
 (2) <https://references.modernisation.gouv.fr/urbanisation-du-systeme-dinformation-de-letat>

# Éléments de contexte

6



## \* Le cadre juridique et législatif évolue :

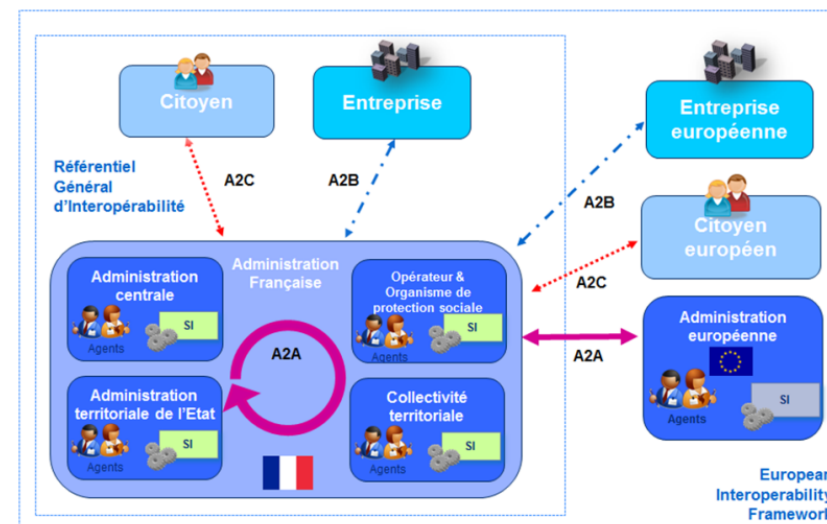
- \* Principe du « Dites le nous une fois » (2013)
- \* Loi pour une République Numérique (2016)

## \* L'application de ces principes transforme à la fois

- \* les rôles,
- \* les responsabilités,
- \* les processus A2A, A2C et A2B
- \* les outils

## \* Un nouveau paradigme émerge Stratégie Etat Plateforme (2015)

- \* Nouvelle façon de concevoir des services publics
- \* Simplification vis-à-vis de l'utilisateur et de l'agent
- \* Augmentation des échanges d'informations



## DES ENJEUX INCONTOURNABLES

1. Focaliser la conception des services publics autour des besoins et des situations des usagers.
2. Faciliter la circulation de la donnée et permettre à l'utilisateur la maîtrise des données échangées quand il s'agit d'informations personnelles.
3. Favoriser l'émergence de véritables écosystèmes de services publics numériques, auto-organisés, ouverts à tous les acteurs publics, associatifs ou privés.
4. Cadrer la diversité des choix technologiques et des architectures.
5. Susciter le changement de paradigme dans la conduite des projets.
6. S'inscrire dans plusieurs démarches lancées au niveau international.

# Proposition de définition de l'État plate-forme

8



## \* Faire partie de l'État plate-forme, c'est :

- Concevoir,
- Mettre à disposition,
- Rendre réutilisable
- Créer les conditions de la réutilisation et de l'enrichissement,
- Animer la mise à disposition,
- Contribuer à



## \* des ressources, c'est-à-dire notamment des...

- données
- informations
- algorithmes et codes sources
- applications et composants logiciels
- services (livraison de prestation, déclenchement d'une procédure...)
- plateformes (écosystème + gouvernance)



## \* en s'appuyant par exemple sur...

- un cadre juridique (à la fois régalié (lois, décrets), et contractuel (licences)...) )
- un cadre technique (normes, standards interopérables et formats ouverts...)
- des expertises
- des espaces de collaboration numérique (Wikipédia, GitHub, data.gouv.fr, api.gouv.fr, forums...)
- des API
- des lieux permanents ou éphémères (hackathons, labos...)
- des capacités d'expérimentation (espace de tests, jeux de données anonymisées, bac à sable...)
- l'animation d'une communauté



## \* qui...

- donnent la capacité à des tiers (acteurs autres que l'administration qui les produit ou les détient) de générer de la valeur économique ou sociale
- donnent une capacité d'innovation en ouvrant la possibilité d'usages émergents (non prévus initialement)
- peuvent bénéficier de la contribution (corrections, améliorations, évaluation...) d'acteurs tiers



## \* Article L113-12

Une personne présentant une demande ou produisant une déclaration dans le cadre d'une procédure relevant de l'article [L. 114-9](#) ne peut être tenue de produire des informations ou données qu'elle a déjà produites auprès de la même administration ou d'une autre administration participant au même système d'échanges de données tel que défini à l'article [L. 114-8](#).

## \* Article L114-8

Les administrations échangent entre elles toutes les informations ou données strictement nécessaires pour traiter une demande présentée par le public ou une déclaration transmise par celui-ci en application d'un texte législatif ou réglementaire. Les administrations destinataires de ces informations ou données ne peuvent se voir opposer le secret professionnel dès lors qu'elles sont, dans le cadre de leurs missions légales, habilitées à connaître des informations ou des données ainsi échangées.

Une administration chargée de traiter une demande ou une déclaration mentionnée à l'alinéa précédent fait connaître à la personne concernée les informations ou données qui sont nécessaires à cette fin et celles qu'elle se procure directement auprès d'autres administrations françaises, qui en sont à l'origine ou qui les détiennent en vertu de leur mission.

Le public est informé du droit d'accès et de rectification dont dispose chaque personne intéressée sur les informations et données mentionnées au présent article.

Source : **Code des relations entre le public et l'administration** (CRPA)

L113-12 : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000031367382&cidTexte=LEGITEXT000031366350&dateTexte=20190701>

L114-8 : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000031367410&cidTexte=LEGITEXT000031366350&dateTexte=20190701>





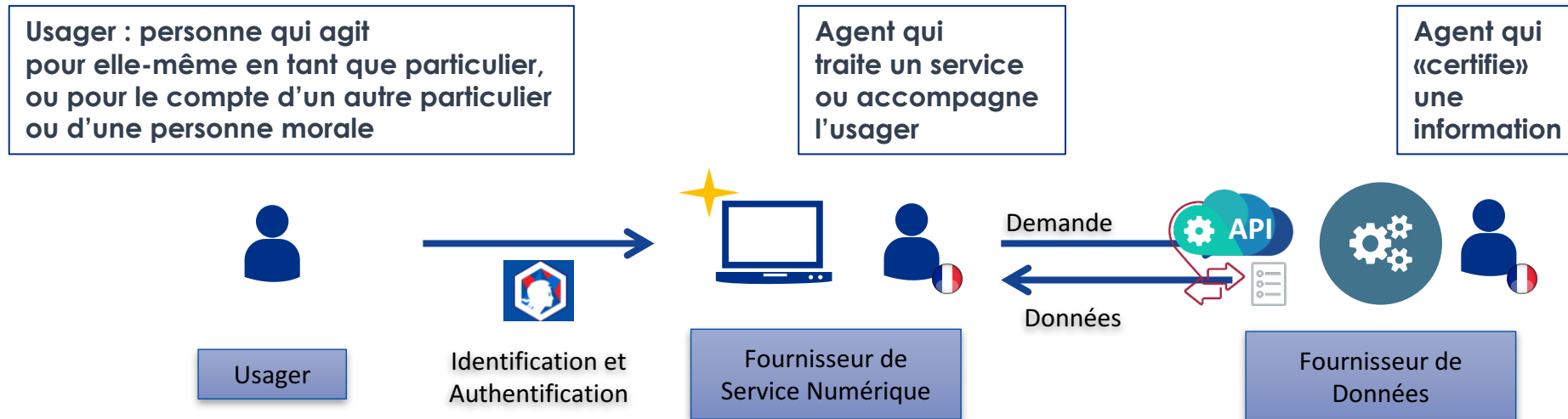
## \* Article L114-9

Les échanges d'informations ou de données entre administrations prévues à l'article L. 114-8 s'effectuent selon des modalités prévues par décret en Conseil d'Etat, pris après avis motivé et publié de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Ce décret détermine :

- 1° Les **domaines et les procédures** concernés par les échanges d'informations ou de données ;
- 2° La **liste des administrations** auprès desquelles la demande de communication s'effectue en fonction du type d'informations ou de données ;
- 3° Les critères de sécurité et de confidentialité nécessaires pour garantir la qualité et la fiabilité des échanges ;
- 4° Les informations ou données qui, en raison de leur nature, notamment parce qu'elles touchent au secret médical et au secret de la défense nationale, ne peuvent faire l'objet de ces échanges entre administrations
- 5° Le délai de conservation des informations et données applicable à chaque système d'échanges

\* **Articles L114-9-1 et L114-9-3 : précisent les administrations et données**

\* **Articles L114-9-2 et L114-9-4 : précisent les domaines et procédures**

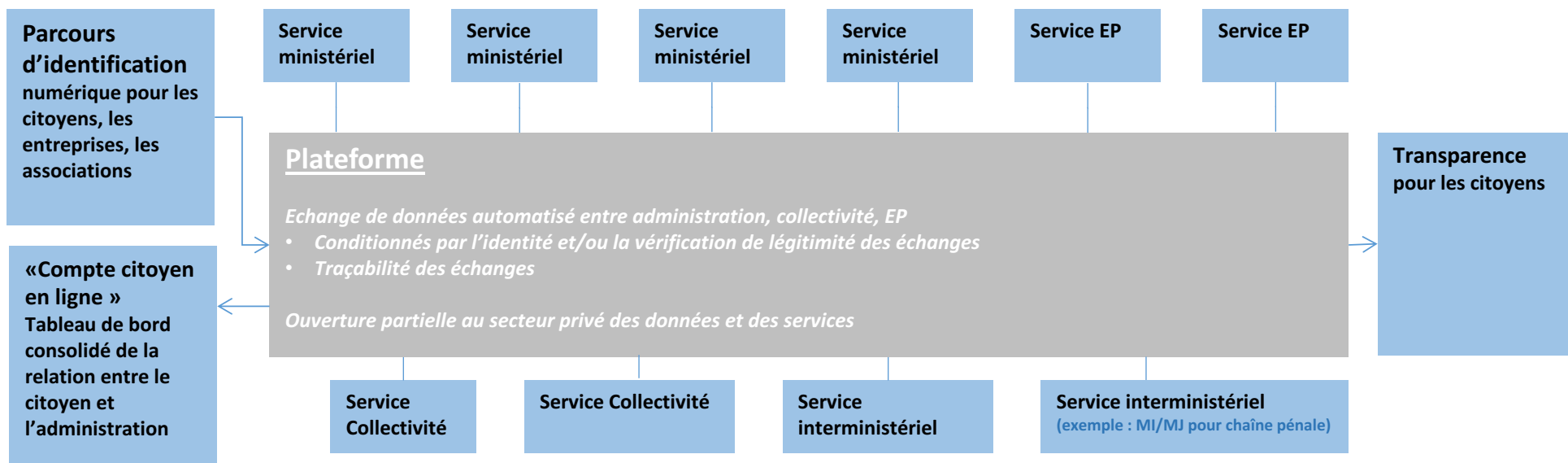


# PLATEFORME POUR LE SI DE L'ETAT

12



## LE NUMÉRIQUE DE L'ETAT DOIT METTRE L'USAGER AU CENTRE ET S'AFFRANCHIR DES SILOS

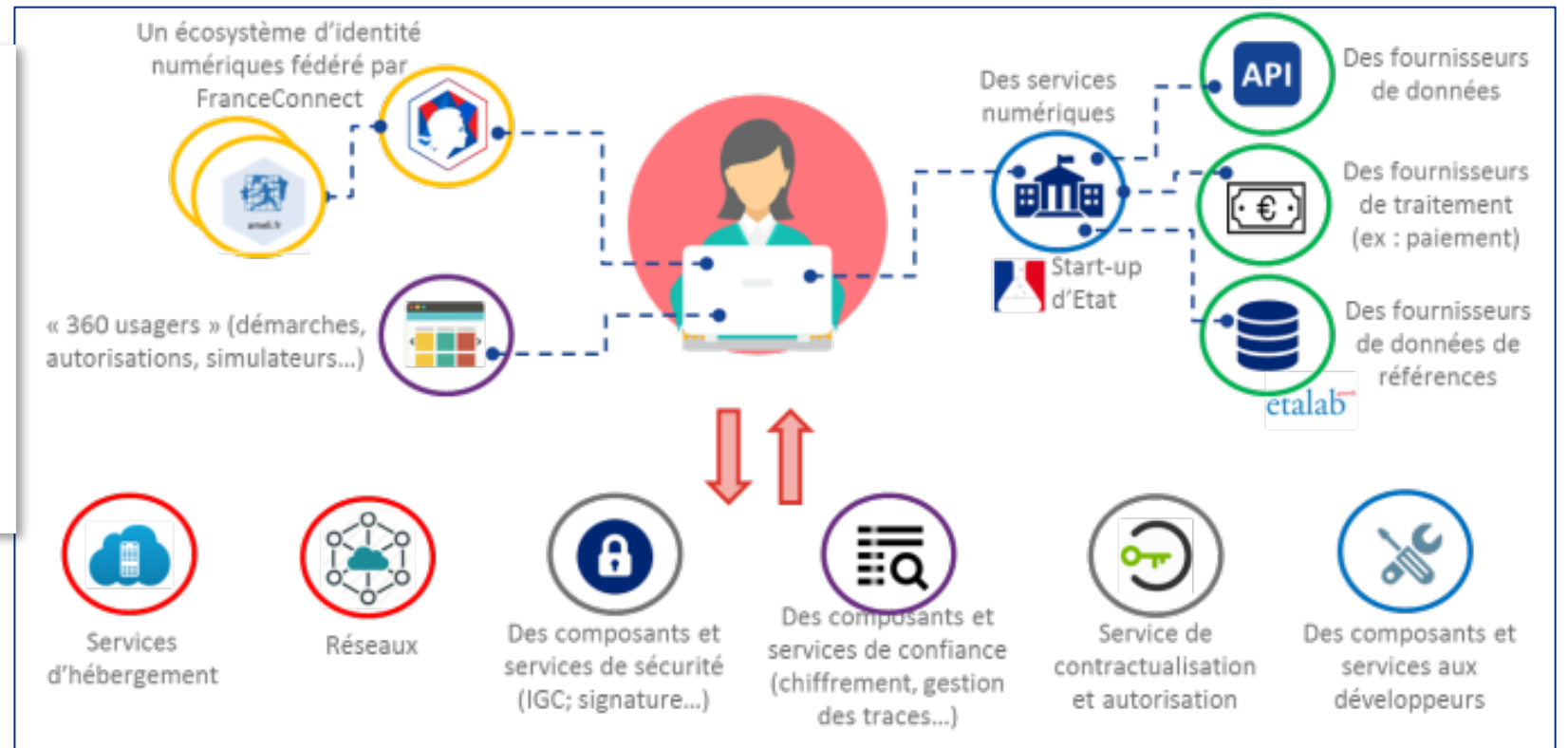


### Socle numérique commun de l'Etat

Infrastructure réseau, hébergement et cloud, usine à dématérialisation, infrastructure du numérique agile, services communs (archivage, environnement de travail numérique des agents)

Ouverture aux établissements publics et aux collectivités volontaires

La promesse pour l'utilisateur :  
 Disposer de services simples,  
 accessibles 24h/24, à tous, en  
 mobilité, sur tous types de terminaux,  
 personnalisés, réactifs, dématérialisés  
 de bout en bout, assurant une  
 traçabilité des démarches en cours,  
 sécurisés, fiables, respectant les  
 libertés fondamentales



La promesse pour l'agent :  
 Disposer d'outils modernes,  
 performants, offrant des  
 interfaces conviviales, facilitant la  
 qualité de vie au travail et  
 permettant l'amélioration du  
 service public

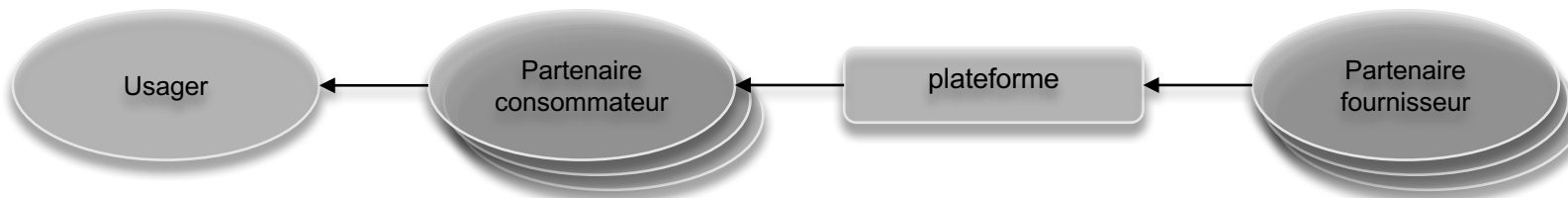
# UNE PLATEFORME ? DES PLATEFORMES ?

14



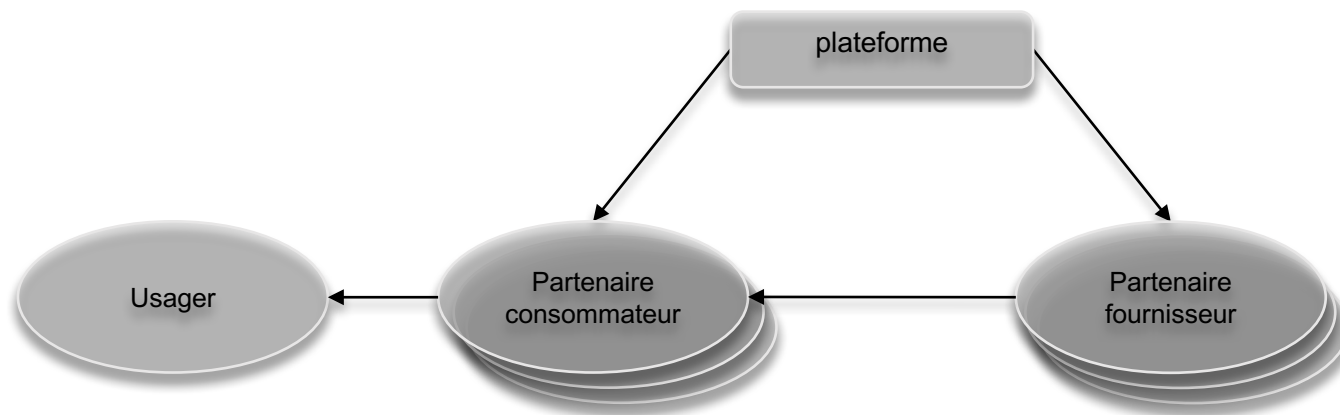
## \* Plateforme de type « Intermédiaire »

- FranceConnect\*
- API Entreprise\*
- API Particulier
- API Geo
- Chorus Pro
- DSN\*
- ...



## \* Plateforme de type « bi-face »

- Data.gouv.fr
- Api.gouv.fr\*
- Démarches Simplifiées\*
- FranceConnect\*
- Signup.api.gouv.fr\*
- ...





# AGENDA

**1** ▪ Plateforme et Etat

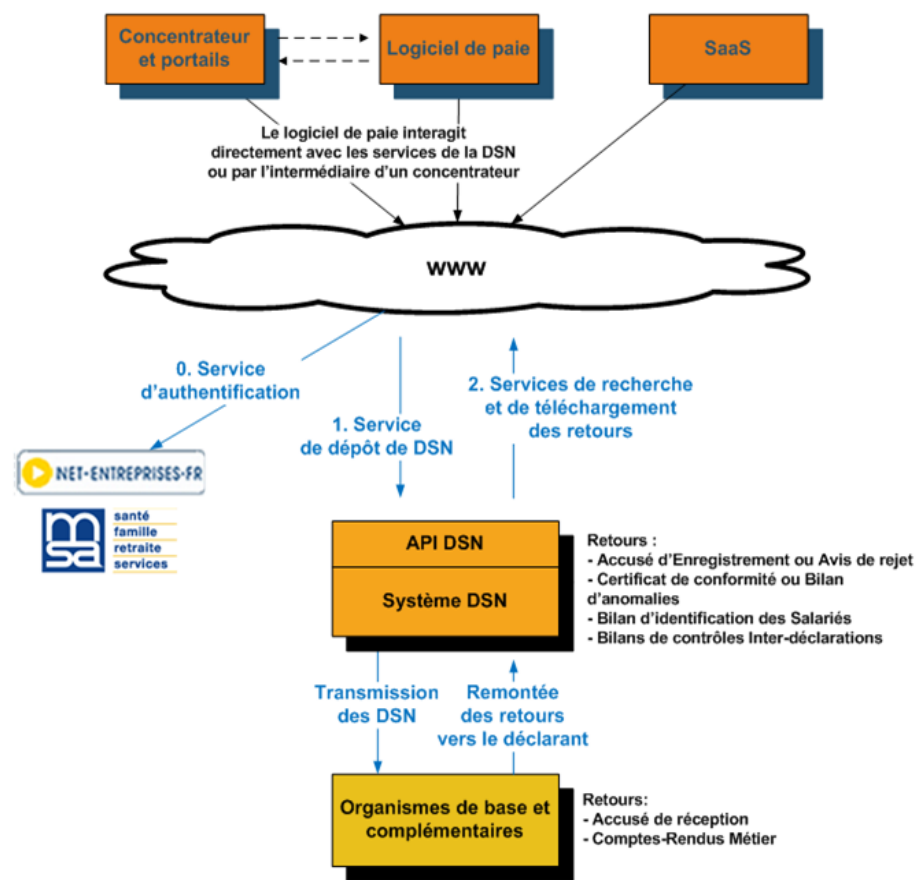
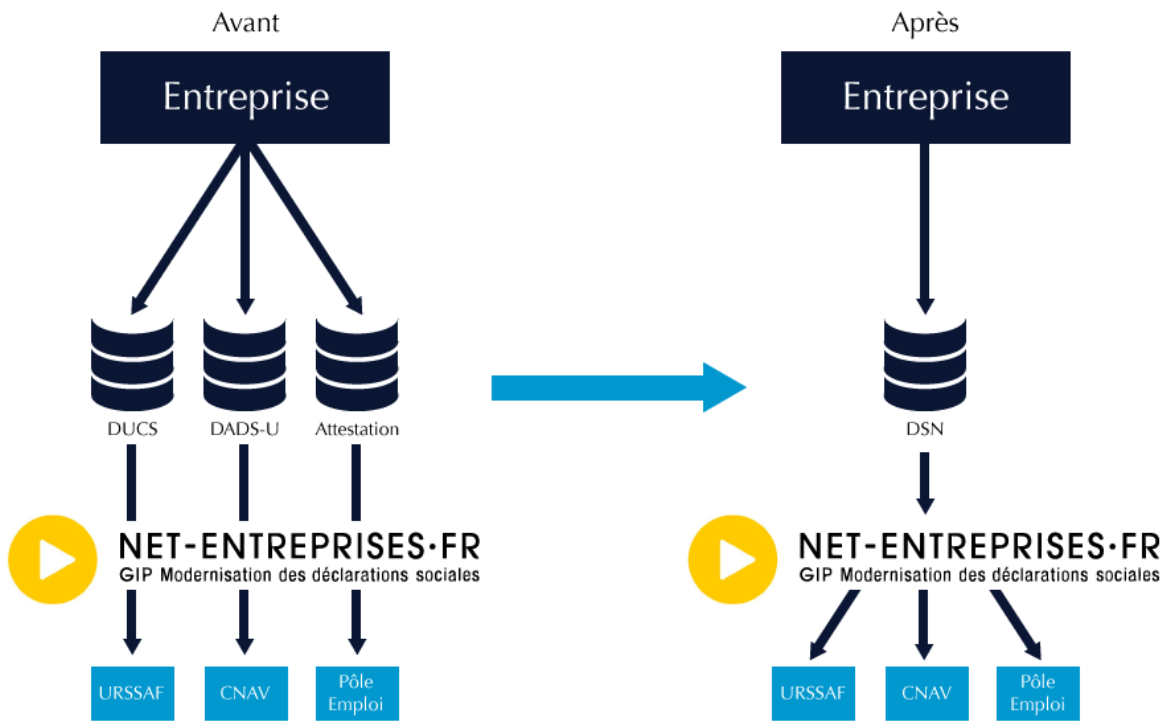
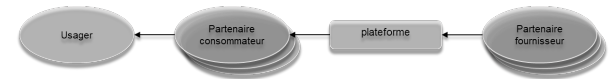
**2** ▪ Plateformes « intermédiaires »



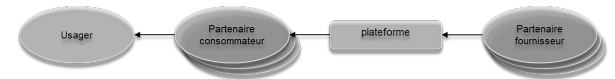
**3** ▪ Plateformes « bi-face »



# Déclaration sociale nominative



# API Entreprise : un HUB pour accéder à différents fournisseurs de données



## DATA PROVIDERS

Info identité ✓	INSEE	Données
Extrait RCS ✓ Statuts ✓	Infogreffe	
Informations Adm. ✓	RNA (association)	
Chiffre d'affaires / Liasse ✓	DGFIP	
Caractéristique ✓	Douanes	
Information régularité ✓	MSA	
Marques, brevet ✓	INPI	
STATUT COMPTES ✓	INPI	Documents PDF
Attestation fiscale ✓	DGFIP	
Attestation Urssaf ✓	ACOSS	
Attestation retraite ✓	Pro BTP	
Attestation capacité ✓	Qualibat/FNTP/OPQIBI...	
Attestation assurance ✓	Qualibat	Données
Cadastre / Zonages ✓	IGN	
Réf Geo ✓	MEDDE	
Zones prioritaires ✓	CGET	
BAN OPENSTREETMAP Inspire.data.gouv ✓	SGMAP	Données
OPEN FISCA ✓	SGMAP	
Projet OPEN LOI ✓	DILA	

## USAGES

- Pré remplissage des formulaires
- Contrôle de saisie
- Vérification lors des traitements des dossiers

Fourniture de PJ (notamment confidentielles) aux administrations et organismes publics

- Marchés publics simplifiés
- Aides publiques simplifiées
- ...

Fourniture d'informations contextualisées selon des données géolocalisables

- Détermination des droits et obligations liées à une localisation (zonage prioritaires...)
- Déclaration de périmètre de projet (zones viticoles, permis de construire, aides publiques)
- ...

Fourniture d'informations contextualisées selon des informations juridiques de l'entreprise

- Convention collectives
- ...

APISERVICE

Procédure simplifiée

MPS BOAMP.fr maximilien

Mégaills BRETAGNE SAE

achatpublic.com e-marchespublics.com

AWC france-marchés.com

MARCHÉS SECURISÉS MODULA

MarchésOnline.com Cetrakos Administration

Procédure simplifiée

APS bpi france BANQUE DE FRANCE

EUROSYSTEME

cget

REGION AQUITAINE

CCI FRANCE FrancoAgriMer

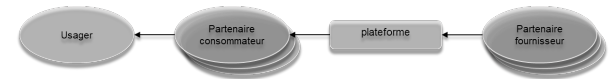
Services contextualisés

FINANCES PUBLIQUES FranceAgriMer

Simulateurs

Simulateur d'embauche

les-aides.fr



# QU'EST-CE QUE FRANCECONNECT ?



FranceConnect est un **dispositif d'identification et d'authentification** des particuliers proposé par l'Etat qui **facilite l'accès aux services en ligne**.



FranceConnect permet à l'utilisateur de se connecter aux services numériques en s'appuyant sur un compte vérifié parmi cinq fournisseurs d'identité publics et privés aujourd'hui disponibles :



**Plus besoin de créer sans cesse de nouveaux comptes.**



Accueil


## J'accède à mon espace personnel

Avec vos identifiants spécifiques au site  
de l'Assurance retraite

N° de Sécurité sociale (13 chiffres) :

Mot de passe :

[Mot de passe oublié ?](#)

 [J'accède à mon espace >](#)

[Aide à la connexion](#)

ou

Avec FranceConnect, l'accès universel  
aux administrations en ligne



S'identifier avec  
FranceConnect

[Qu'est-ce que FranceConnect ?](#)

Plus besoin de créer un  
nouveau compte et de  
mémoriser des identifiants pour  
chaque administration !



Les conditions générales d'utilisation du site [www.lassuranceretraite.fr](http://www.lassuranceretraite.fr)  
évoluent. [Nous vous invitons à les consulter.](#)



# l'Assurance Retraite



Cliquez sur le compte avec lequel vous souhaitez vous connecter sur **l'Assurance retraite**



impots.gouv.fr

ameli.fr

L'Identité Numérique

mobile connect et moi

msa.fr

Se souvenir de mon choix

[En savoir plus sur FranceConnect](#)

[Foire aux questions](#)



## Je me connecte avec mon compte ameli

 1 64 29 23 208 066

[Où trouver mon numéro de sécurité sociale ?](#)

 ●●●●●●●●

ME CONNECTER



**Bienvenue Eric MERCIER**

né le **12/03/1966** à **Paris, FRANCE**

[Continuer sur l'Assurance retraite](#)

[Ce n'est pas vous ?](#)

Ne plus afficher cette page de confirmation lors de mes prochaines identifications

[En savoir plus sur FranceConnect](#)

[Foire aux questions](#)



MON PROFIL



MES SERVICES





MA MESSAGERIE




Mes Services


Consulter mon relevé  
de carrière


 Mon relevé de  
carrière tous  
régimes (RIS)

 Mon relevé de  
carrière


Mettre à jour mon  
relevé de carrière


 Régulariser mon  
relevé de  
carrière

 Simuler le coût  
d'un rachat de  
trimestres


 Suivre ma  
demande en  
cours

Connaître l'âge et le  
montant de ma retraite


 Télécharger mon  
estimation  
indicative globale


 Obtenir mon âge  
de départ à la  
retraite


Etre conseillé sur ma  
future retraite

 Prendre un  
rendez-vous en  
ligne


Demander ma retraite


 Demander ma  
retraite

 Prendre un  
rendez-vous en  
ligne

 Suivre ma  
demande en  
cours

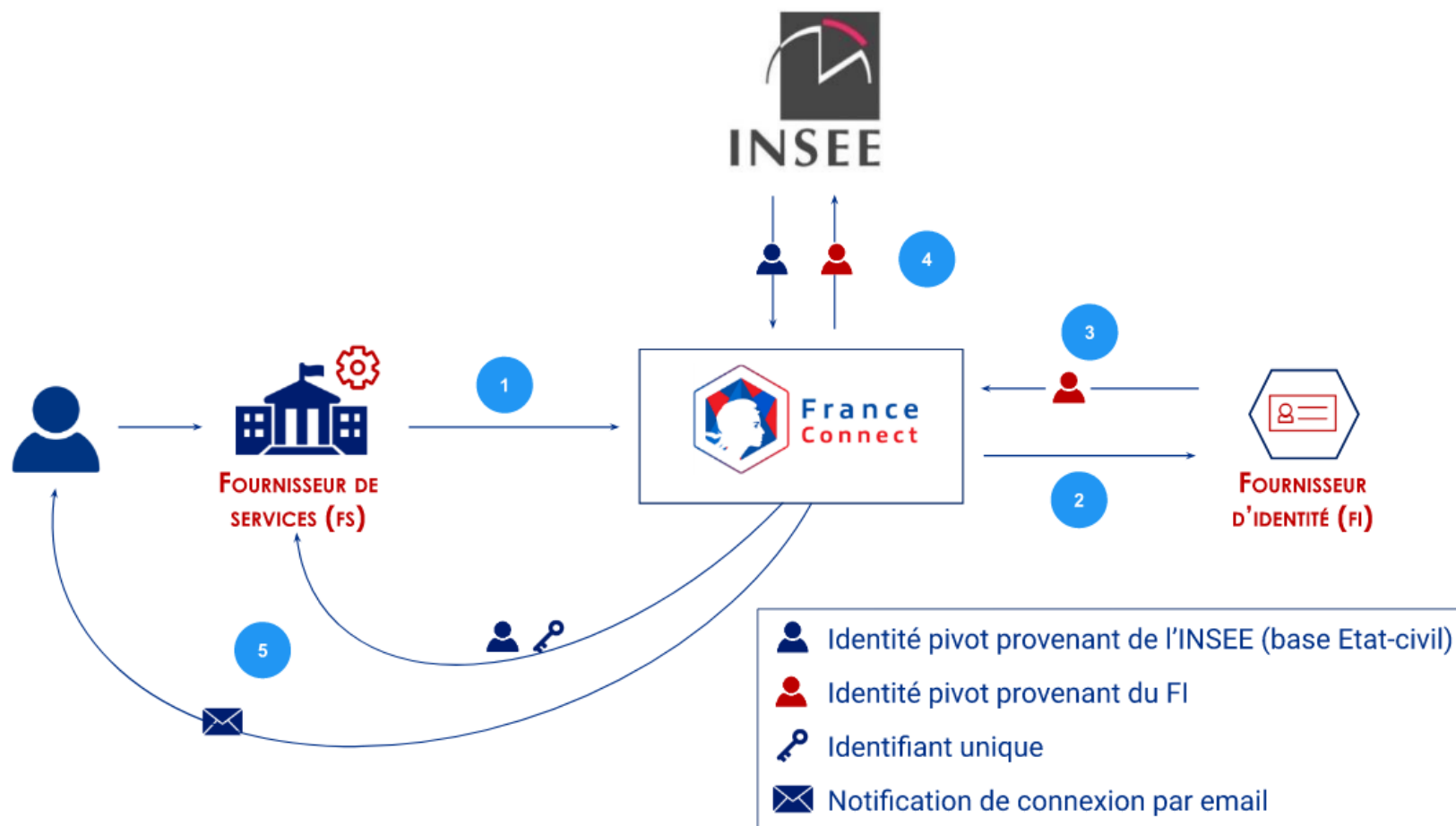
Etre accompagné  
dans mes démarches  
suite au décès d'un  
proche

 Prendre un  
rendez-vous en  
ligne

 Suivre ma  
demande en  
cours

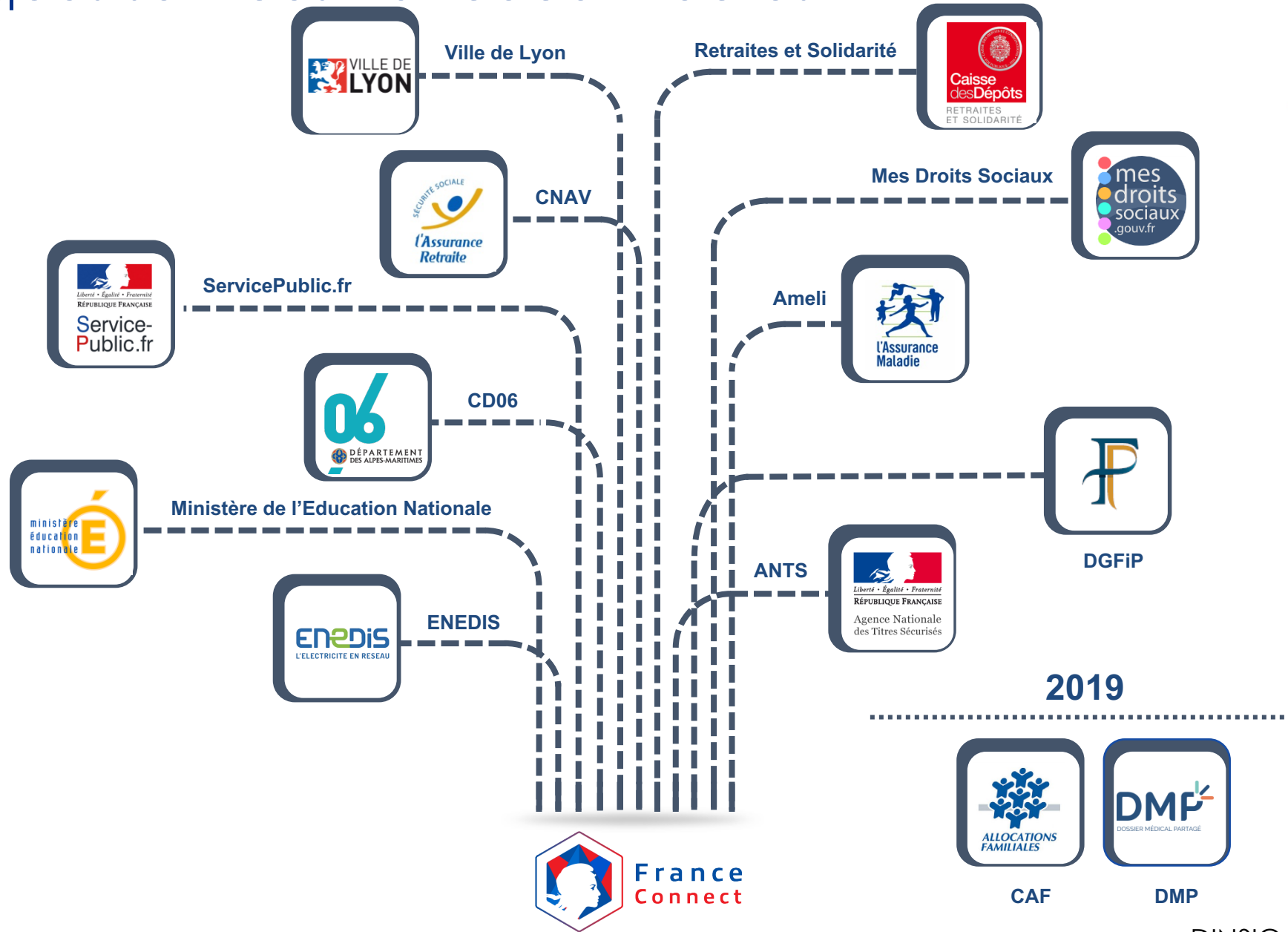


## FranceConnect, comment ça marche ?



# Quelques services franceconnectés

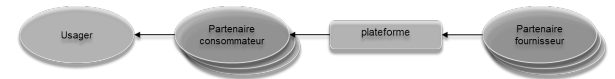
25



DINSIC



# AMBITION : vers un 360° des services en ligne



26

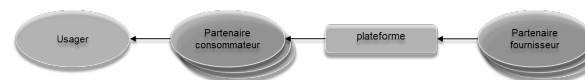




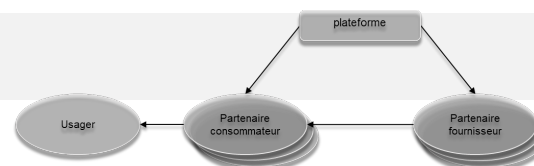
# AGENDA

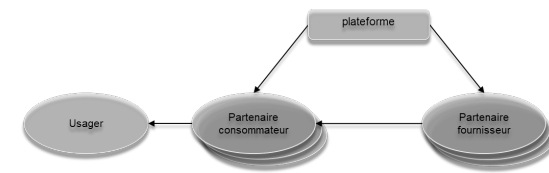
**1** ▪ Plateforme et Etat ?

**2** ▪ Plateformes « intermédiaires »



**3** ▪ Plateformes « bi-face »





- PARTICULIERS
- PROFESSIONNELS
- ASSOCIATIONS
- ANNUAIRE DE L'ADMINISTRATION
- Se connecter



Une question ? Services en ligne et formulaires

- Papiers - Citoyenneté
- Famille
- Social - Santé
- Travail
- Logement
- Transports
- Argent
- Justice
- Étranger
- Loisirs
- Actualités

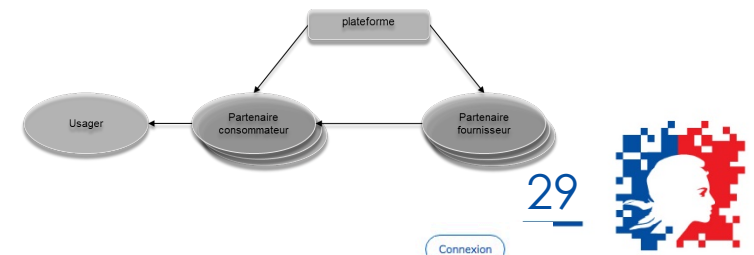
## Connaître vos droits, effectuer vos démarches

ex. : Passeport, mairie de Montreuil, acte de naissance...

### FICHES PRATIQUES LES PLUS CONSULTÉES

<p><b>PAPIERS - CITOYENNETÉ</b> État-civil, Passeport, Élections, Papiers à conserver, Carte d'identité...</p>	<p><b>FAMILLE</b> Allocations familiales, Naissance, Mariage, <u>Pacs</u>, Scolarité...</p>	<p><b>SOCIAL - SANTÉ</b> Carte vitale, Chômage, Handicap, <u>RSA</u>, Personnes âgées...</p>	<p><b>TRAVAIL</b> <u>CDD</u>, Concours, Retraite, Démission, Période d'essai...</p>	<p><b>LOGEMENT</b> Allocations logement, Permis de construire, Logement social, Fin de bail...</p>
<p><b>TRANSPORTS</b></p>	<p><b>ARGENT</b></p>	<p><b>JUSTICE</b></p>	<p><b>ÉTRANGER</b></p>	<p><b>LOISIRS</b></p>

# Démarches simplifiées



demarches-simplifiees.fr en chiffres

**1 618**  
administrations  
partenaires

**335 785**  
dossiers  
déposés

**50 %**  
de réduction  
des délais de traitement

Ils utilisent déjà demarches-simplifiees.fr



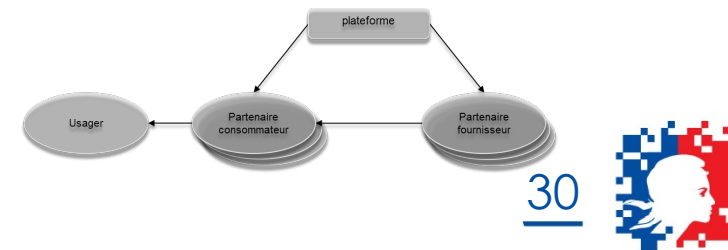
\* Plus de 750 démarches à faible ou moyenne volumétrie

Par exemple, Agence du Numérique : "Demande de labellisation d'initiatives pour un numérique inclusif" et "AaP déploiement pass numérique"

Sources : (1) <https://www.demarches-simplifiees.fr/>

(2)

# 2ème fonction de FranceConnect : Faciliter l'échange de données entre administrations

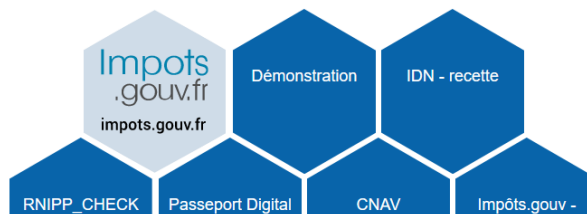


Choisissez le compte avec lequel vous identifier sur **Service Provider Example - Data**

1

Récupérer ses données avec FranceConnect

2



5

## Voici les données que nous avons récup

Corps des données :

```
{
  "rfr": "17827",
  "nbPart": "2.75",
  "sitFam": "M",
  "pac": {
    "nbPac": "1",
    "nbPacF": "1",
    "nbPacH": "null",
    "nbPacR": "null",
    "nbPacJ": "null",
    "nbPacN": "null",
    "nbPacP": "0"
  },
  "aftDetail": {
    "complementAdresse": null,
    "voie": "120 BOULEVARD FRANÇOIS ROBERT",
    "codePostal": "13016 MARSEILLE",
    "commune": null
  },
  "aft": " 120 BOULEVARD FRANÇOIS ROBERT 13016 MARSEILLE"
}
```

3

Fournisseur d'identité de démonstration

Identifiant  
3\_melaine

Mot de passe  
...

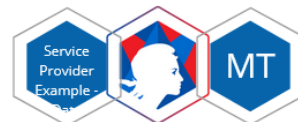
Niveau eIDAS (à renvoyer à FC)\*  
Faible (eidas1)

\*Forcer le niveau eIDAS renvoyé par le Fournisseur d'identité ne fonctionnera que si le Fournisseur de Service a précisé le paramètre "acr\_values" dans l'appel à FranceConnect. Le cas échéant, le niveau faible (eidas1) sera renvoyé par FranceConnect.

Valider

Liste des identifiants disponibles

4



L'application Service Provider Example - Data souhaite accéder à des données vous concernant

- Revenu fiscal de référence (DGFIP)
- Nombre de parts du foyer fiscal (DGFIP)
- Situation familiale (DGFIP)
- Nombre et détail des personnes à charge (DGFIP)
- Adresse fiscale de taxation (DGFIP)

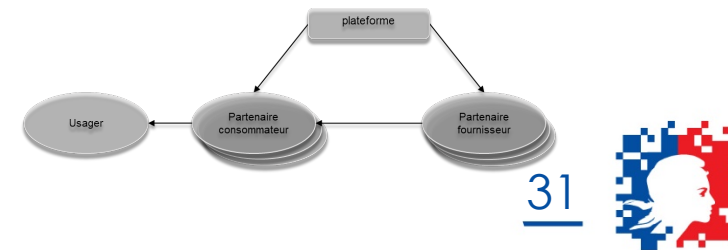
Refuser

Accepter

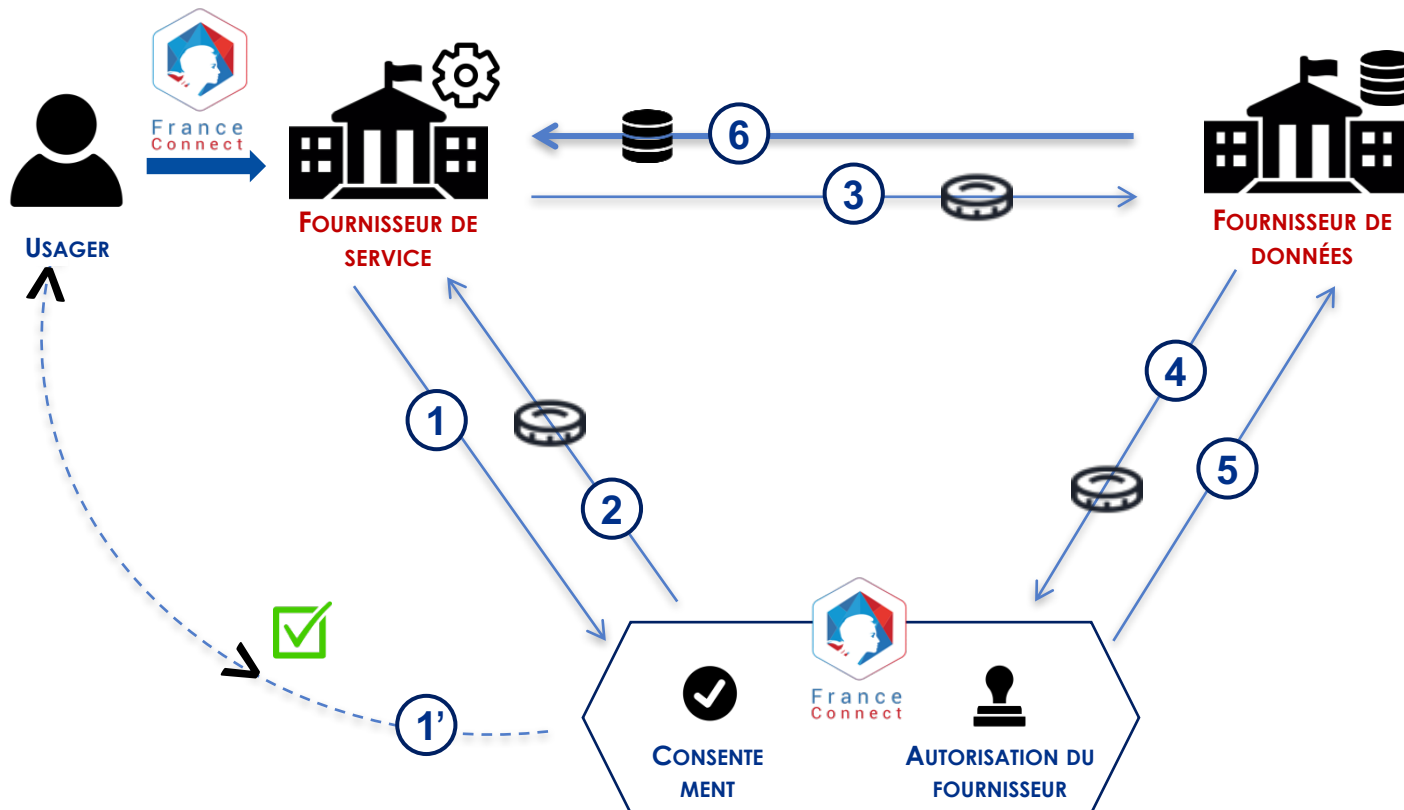
> En savoir plus sur FranceConnect

> Foire aux questions

# 2ème fonction de FranceConnect : Faciliter l'échange de données entre administrations



31



## LÉGENDE DU DIAGRAMME

- 1 Le FS demande à FranceConnect l'accès à la donnée de l'utilisateur.
- 1' Le consentement est recueilli à travers FC. La demande d'information entre le FD et le FS est autorisée.
- 2 Le jeton de consentement est transmis au FS par FC.
- 3 Le FS présente le jeton au FD, afin d'obtenir l'information requise.
- 4 Le FD vérifie auprès de FC la validité du jeton fourni.
- 5 FC retourne au FD la validité du jeton, ainsi que le périmètre de données demandé par le FS et l'identité de l'utilisateur.
- 6 Les informations demandées sont transmises par le FD au FS.

# VERS DES DÉMARCHES ENRICHIES

Exemple de données 

- NIR
- Liste des ayant droits
- Médecin traitant
- Présence, référence et nom de la complémentaire
- ...

Ma santé 

Ma vie administrative 

Mes aides Ma famille 

Exemple de données DGFIP :

- Revenu fiscal de référence
- Nombre de parts
- Adresse fiscale de référence



Mon espace bancaire 

Ma vie étudiante 

Exemple de données CAF :

- Composition familiale : nom des deux allocataires, des enfants à charge
- Le quotient familial de la CAF
- Adresse déclarée à la CAF

Ma mobilité 

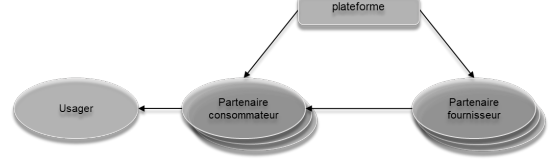
Ma retraite 

Exemple de données SIV 

- Numéro d'immatriculation
- Date de première immatriculation
- Classe environnementale
- ...

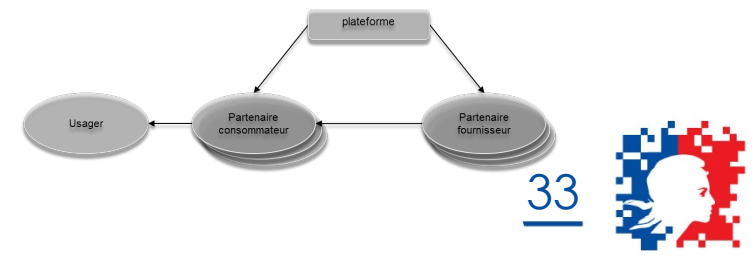
Mon espace assuré 

Mes opérateurs Energie - Télécom 



# api.gouv.fr

Une page pour toutes les API



## Le catalogue de toutes les api de l'Etat

← → ↻ 🏠 🔒 https://api.gouv.fr

api.gouv.fr Tous les services À propos Nous contacter

### Un accès unique aux API de l'État

🔍 quotient familial, revenu fiscal de référence, cadastre...

#### API La Bonne Boite

Pôle Emploi

Récupérez la liste des entreprises classées par potentiel d'embauche

Partenaires: Pôle emploi, La Bonne Boite

Tags: Pôle emploi, Travail, Emploi, La Bonne Boite, Embauche, Entreprise, Recrutement

#### API Entreprise

Etalab (DINSIC)

Simplifier les démarches des entreprises en récupérant pour elles leurs documents administratifs

Partenaires: DGFiP, ACOSS, CNETP, INSEE, INFOGREFFE, FNTP, MSA, OPQIBI, PRO BTP, QUALIBAT, Ministère intérieur, INPI, AGEFIPH, Banque de France

Tags: Etablissement, Entreprise, Certification

#### API Géo

Etalab (DINSIC)

Interrogez les référentiels géographiques plus facilement

Partenaires: Etalab, INSEE, OpenStreetMap

Tags: Communes, Codes postaux, Départements, Régions, EPCI

#### API Particulier

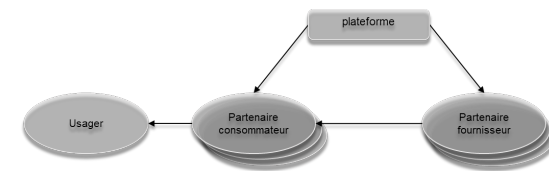
Incubateur de services numériques

#### Infotravail

Pôle emploi

#### API Carto

IGN Géoportail



## API Impôt Particulier

Raccordez-vous directement à la DGFIP pour récupérer les éléments fiscaux nécessaires à vos téléservices, éliminez le traitement et le stockage des pièces justificatives

[Demandez l'accès](#)

Description	Accès	Support	Supervision	Documentation technique	Limite d'usage	Services
-------------	-------	---------	-------------	-------------------------	----------------	----------

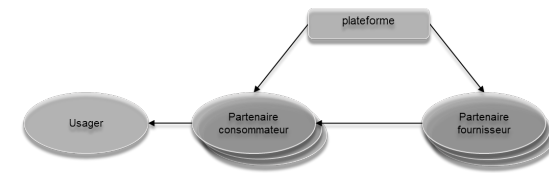
### Description

#### Récupérez les informations fiscales nécessaires à votre téléservice directement auprès de la DGFIP

L'API Impôt Particulier simplifie les démarches des usagers et le processus de gestion de vos téléservices. Elle permet en effet l'échange d'informations fiscales entre la DGFIP et une administration ou collectivité dans le cadre d'un téléservice FranceConnect.

Pourquoi une administration devrait utiliser l'API Impôt Particulier ?

- Un usager parfaitement identifié grâce à FranceConnect
- Réduction des coûts de traitement back-office : pas besoin de pièces justificatives complémentaires
- Fin du risque de fraude documentaire et des erreurs de saisie : transmission immédiate par la DGFIP de données fiables et fraîches



← Retour À propos patrick.amarelis@modernisation.gouv.fr

Démarche

Identité

Contacts

Cadre juridique

Données

Modalités d'utilisation

**Une question ?**

Particuliers, nous contacter

Entreprises, nous contacter

Administrations, nous contacter

Pensez à sauvegarder régulièrement votre demande en brouillon.

## Demande d'habilitation juridique à FranceConnect

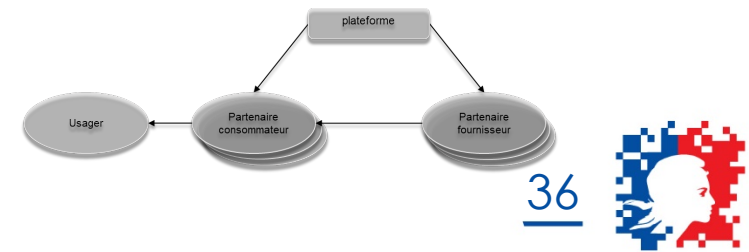
Pour implémenter FranceConnect sur votre site en ligne, vous devez obtenir une habilitation. L'accès à ce service n'est pour l'instant disponible que si vous êtes:

- une administration
- une entreprise prestataire d'une administration ou ayant une délégation de service public
- un partenaire privé du service public de changement d'adresse en ligne : fournisseurs d'énergie, d'eau, opérateurs de communications électroniques et services postaux
- un organisme délivrant des prestations répondant à des obligations légales (assurances, banques)
- une entreprise proposant des services dont l'usage impose la vérification de l'identité ou d'un de ses attributs (majorité légale par exemple)

À la clé ? La garantie de transactions sécurisées grâce au dispositif FranceConnect. Les utilisateurs quant à eux, gagneront en facilité d'accès à ces nouveaux services auxquels ils pourront se connecter via FranceConnect, sans avoir à créer un compte et un mot de passe.

Intitulé

*Cette information peut être rendue publique.*



[← Retour](#)

[À propos](#) [Nous contacter](#) [patrick.amarelis@modernisation.gouv.fr](mailto:patrick.amarelis@modernisation.gouv.fr)

## Votre demande

Démarche

Identité

Contacts

Cadre juridique

Données

Modalités d'utilisation

La demande de mise en relation suit toujours globalement les mêmes étapes, mais les informations à chaque étape sont à la main du producteur.

Ainsi le futur client trouve ses marques plus facilement lorsqu'il fait plusieurs demandes de raccordement et chaque producteur reste maître des informations qui lui sont strictement nécessaires pour ouvrir son API au client.

## Demande d'accès à API Particulier

Pour avoir accès à l'API Particulier, diffusant des données personnelles, vous devez obtenir un agrément. L'accès à cette API n'est pour l'instant disponible que si vous êtes:

- une administration
- une entreprise prestataire d'une administration ou ayant une délégation de service public

Pour utiliser API Particulier, vous devez vous engager à traiter la bonne donnée par le bon agent de votre administration et informer correctement l'utilisateur.

### Démarche

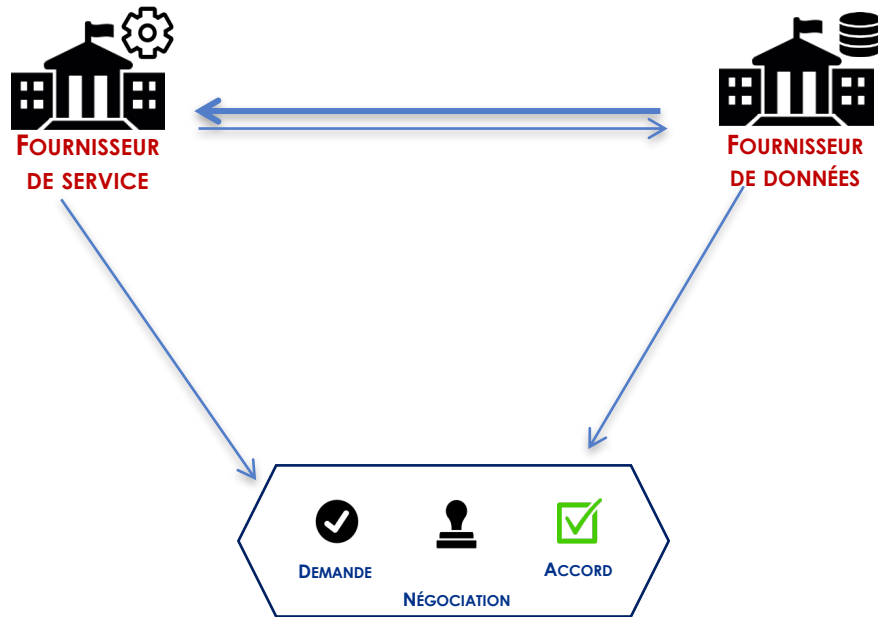
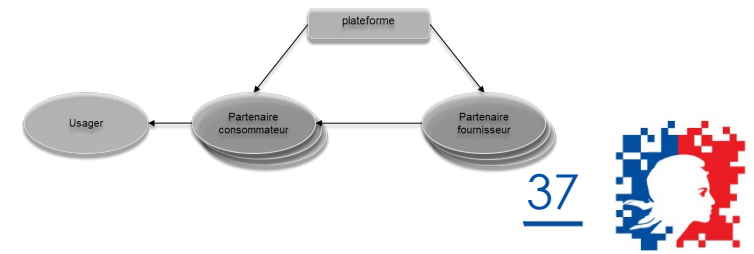
C'est la raison pour laquelle vous collectez des données personnelles, l'objectif qui est poursuivi par le traitement que vous mettez en place. Par exemple, « télé-procédure permettant aux usagers de demander une aide au paiement de la cantine des collégiens » ou « télé-procédure de demande de bourses de lycée ».

Intitulé

Décrivez brièvement votre service ainsi que l'utilisation prévue des données transmises

# Industrialisation de la « contractualisation »

Préalable à l'échange d'information



- Prochaines étapes pour construire la confiance dans l'écosystème d'une plateforme :  
Supervision et observabilité

### Endpoints

Le service API Entreprise est : **UP**

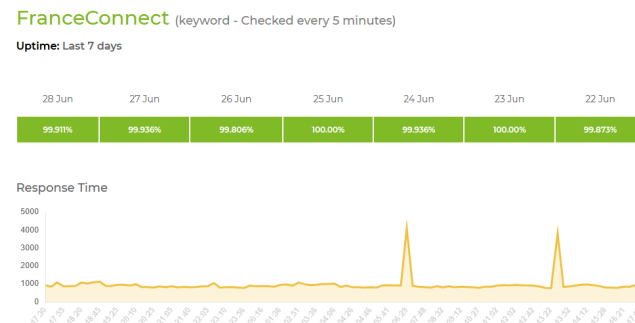
Les données proviennent de [entreprise.api.gouv.fr](https://entreprise.api.gouv.fr)

ENDPOINT	STATUS	DERNIER APPEL
Etablissements	UP	il y a 3 minutes
Certificats Qualibat	UP	il y a 3 minutes
Etablissements (legacy)	UP	il y a 3 minutes
Attestations fiscales	UP	il y a 3 minutes
Entreprise	UP	il y a 19 minutes
Associations	UP	il y a 19 minutes

### PROBTP

■ UP ■ UP mais réponse incomplète ■ DOWN

**Historique de disponibilité**  
du 21/6/2019 02:00:04 au 28/6/2019 17:00:06



# LA SUITE ?

## TECH.GOUV : accélérer la transformation numérique du service public

L'État lance TECH.GOUV, le nouveau programme pour accélérer la transformation numérique du service public, piloté par la DINSIC avec l'appui de tous les ministères.

16 avril 2019

3 des 6 enjeux :

### ► Simplification

La simplification des services publics numériques est plébiscitée : aujourd'hui, de nombreuses démarches sont perçues comme trop complexes et leurs interfaces peu ergonomiques ; ce constat est valable tant pour les usagers que pour les agents publics, dont l'environnement et les méthodes de travail doivent évoluer.

### ► Maîtrise

Nous devons nous assurer de la maîtrise des systèmes d'information, des architectures, des logiciels et du patrimoine de données afin d'accroître l'autonomie numérique de l'État et sa sécurité. Renforcer cette maîtrise technologique concourt directement à préserver la souveraineté nationale.

### ► Inclusion

Le numérique doit permettre aux usagers d'accéder aux services publics y compris lorsqu'ils sont physiquement éloignés. Réduire la fracture territoriale, c'est développer la dématérialisation et en améliorer la qualité, et donc la qualité des services en termes de disponibilité, de gain de temps et d'accessibilité. C'est aussi s'assurer qu'aucun usager et aucun agent public n'est laissé au bord du chemin numérique.

### ► Les huit missions de TECH.GOUV

*Des produits et des services numériques pour développer les nouveaux usages*

**LABEL** : labelliser des solutions et des outils numériques de qualité pour faciliter leur emploi par les porteurs de projets publics

**IDNUM** : construire une identification unifiée pour accéder aux services en ligne, pour les citoyens, les entreprises et les agents publics

**DATA** : gérer et maîtriser le cycle de vie de la donnée, de sa collecte à son échange entre administrations

**INFRA** : opérer des infrastructures et des services numériques mutualisés (réseau, cloud, outils de travail)

*Des expertises numériques accélérant la transformation du service public*

**PILOT** : piloter et maîtriser le système d'information de l'État

**TALENTS** : professionnaliser la filière numérique de l'État et accompagner les managers pour une meilleure prise en compte des leviers numériques

**FABRIQUE** : diffuser et mettre en œuvre la résolution des problèmes par l'innovation, l'expérimentation et l'amélioration continue

**TRANSFO** : accompagner la transformation publique par le numérique, en matière de politiques publiques, de relation à l'utilisateur et de qualité des services numériques

38



